



La Soupe au caillou

Des nouvelles du Collectif pour un Québec sans pauvreté

17 juin 2009

Numéro 303

Par l'équipe du Collectif

Une sortie en bloc le matin

Neuf organisations ont décidé de sortir en bloc du Rendez-vous national en matinée. En effet, devant l'attitude négative du ministre Hamad par rapport à leurs demandes, les représentantEs de l'ASSÉ, du Front commun des personnes assistées sociales du Québec, du FRAPRU, de la Ligue des droits et libertés, du MÉPACQ, du RCLALQ, de l'R des centres de femmes du Québec, de la CTROC et du RIOCM sont alléEs rejoindre les 350 manifestantEs réuniEs devant le Centre des congrès qui réclamaient un véritable plan de lutte contre la pauvreté.

Ces organisations avaient déjà fait part de leurs attentes au ministre par le biais d'une lettre ouverte envoyée le 5 juin, appuyée depuis par près d'une cinquantaine de groupes, dont le Collectif. Cette lettre (disponible au www.liguedesdroits.ca) réclamait que le ministre Hamad reconnaisse que la pauvreté et l'exclusion sociale sont des violations de droits; qu'il affirme que la lutte contre la pauvreté passe par une meilleure redistribution des richesses et une diminution des écarts entre riches et pauvres; qu'il refuse d'accorder tout pouvoir aux organismes philanthropiques dans la lutte à la pauvreté et qu'il démontre une réelle ouverture à des mesures visant à éliminer la pauvreté, par exemple la fin des catégories à l'aide sociale.

La sortie a eu lieu après que le Front commun et le FRAPRU aient interpellé le ministre lors de la table ronde. Devant l'absence de réponse de celui-ci, les neuf organisations ont quitté le Rendez-vous en scandant «qui sème la misère récolte la colère», avec un bruyant appui des organisations sociales présentes. Une fois à l'extérieur, leurs porte-parole ont expliqué à la foule les raisons de leur départ et ont réaffirmé leur solidarité avec les organisations demeurées à l'intérieur, qui avaient déjà annoncé leur sortie en après-midi.

Rendez-vous national du ministre Hamad

Le Collectif a atteint ses objectifs

Si l'un des objectifs du Rendez-vous de la solidarité, volet national, était d'établir « un dialogue constructif et dégager un consensus autour de certains axes d'intervention », Sam Hamad, ministre responsable de la lutte à la pauvreté, doit douter qu'il ait été atteint. Malgré plusieurs réserves, le Collectif participait au Rendez-vous avec comme objectifs de mettre de l'avant les revendications de **MISSION COLLECTIVE : bâtir un Québec sans pauvreté** en plus de certaines mesures urgentes, de dénoncer le processus de consultation ainsi que les orientations néolibérales du gouvernement pour le futur plan d'action. Aujourd'hui, il est possible d'affirmer : mission accomplie.

Une vision à défendre

D'entrée de jeu, le Collectif a mis de l'avant sa vision de la lutte à la pauvreté lors d'une table ronde regroupant une trentaine d'organisations. Une vision en accord avec la loi qui oblige à figurer parmi les meilleurs au monde en matière de lutte à la pauvreté. Une loi qui oblige le gouvernement à agir : c'est une question de protection des droits humains.

Avoir obtenu une loi n'est sûrement pas suffisant pour le Collectif. Encore faut-il agir vigoureusement, là où ça fait vraiment la différence. C'est ce que les personnes en situation de pauvreté ont fait savoir dans la démarche qui a mené à la campagne **MISSION COLLECTIVE**. Lutter contre la pauvreté, c'est aussi refuser les inégalités sociales. Dans le prochain plan de lutte, l'amélioration du revenu des plus pauvres est un enjeu incontournable. Cela implique des investissements importants.

Il faut que le gouvernement décide fermement d'y consacrer les ressources nécessaires.

Le Collectif était solidaire avec les organisations qui s'opposent à la façon dont la consultation est menée. Le gouvernement manque de vision et son action entre parfois en contradiction avec ses obligations, telles qu'énoncées dans la Loi et dans les conventions internationales. Ainsi, le Collectif a annoncé qu'il quitterait le Rendez-vous, après les ateliers de l'après-midi, en compagnie de nombreuses organisations alliées.

Points de presse

Le ministre Hamad avait convoqué les journalistes à midi pour un point de presse. Le Collectif y a assisté. À plusieurs reprises, le ministre a été questionné par rapport à la place qu'il compte accorder aux organismes philanthropiques dans le prochain plan d'action gouvernemental. Ce à quoi il a répondu, à chaque fois, que le gouvernement n'allait pas se désengager de ses responsabilités, mais que le privé devait, lui aussi, participer à la lutte contre la pauvreté. Parmi les autres affirmations du ministre, il faut retenir qu'il a admis que le prochain plan d'action devra s'occuper davantage des personnes seules et qu'il accueillait bien par ailleurs la Mesure du panier de consommation (MPC) comme mesure de faible revenu. Profitant de la présence des journalistes, le Collectif s'est empressé de tenir lui aussi un point de presse tout de suite après. Ce fut là l'occasion de commenter le premier plan d'action du ministre Hamad, mais aussi et surtout d'explicitier les raisons motivant le Collectif à quitter une consultation qu'il

avait pourtant lui-même exigée, chose qui semblait étonner plus d'un journaliste. Bref, le Collectif a su encore une fois démontrer toute son expertise et, partant, faire la preuve qu'il est un acteur incontournable dans la lutte contre la pauvreté.

Une sortie commune en après-midi

Après les ateliers de l'après-midi, le Collectif et une quinzaine d'organisations qui avaient annoncé leur sortie le matin ont tenu parole, en solidarité avec celles sorties en bloc le matin mais aussi avec plusieurs autres qui avaient pris la décision de participer jusqu'au bout. Par la suite, des animateurs et animatrices professionnelles ont rapporté les fruits du travail des ateliers de l'après-midi en grande plénière. Selon plusieurs personnes qui étaient présentes, ce sont les orientations portées par le mouvement citoyen québécois de lutte à la pauvreté qui ont rencontré la plus grande adhésion :

- Mettre fin aux catégories à l'aide sociale;
- Rehausser toutes les prestations d'aide sociale pour qu'elles couvrent les besoins de base;
- Éviter à tout prix les mesures coercitives de réinsertion sociale;
- Hausser le salaire minimum et améliorer les normes du travail;

- Construire davantage de logements sociaux;
- S'assurer de la participation des personnes en situation de pauvreté aux processus qui les concernent.

De plus, il est ressorti que l'approche territoriale intégrée ne devait pas être un prétexte pour que le gouvernement se désengage de ses responsabilités dans la lutte à la pauvreté, mais plutôt une occasion pour coordonner le travail en région. Dans un communiqué de presse après l'événement, le ministre Hamad n'a fait allusion à aucune des propositions ressorties avec force en plénière, se contentant de remercier les participantEs et rappelant toute son ouverture. La crédibilité du processus de consultation a tellement été critiquée que même l'animateur de la journée, le journaliste Alain Crevier, a indiqué au ministre qu'il avait fort à faire pour regagner la confiance des mouvements sociaux.

Et maintenant?

À la suite du Rendez-vous national, il semble évident que le gouvernement doit suivre la voie tracée par le mouvement citoyen de lutte pour l'élimination de la pauvreté. Il est aussi clair pour le Collectif que l'attitude gouvernementale doit absolument changer d'ici les consultations régionales. C'est à suivre. 🌿

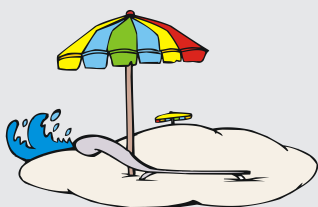
Les organisations sorties en après-midi

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté, la Fédération des femmes du Québec (FFQ), la Fédération québécoise des organismes communautaires Famille (FQOCF), l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), Banques alimentaires Québec, Au bas de l'échelle, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), le Regroupement des Auberges du cœur du Québec, la Coalition pour l'arrêt du détournement des pensions alimentaires pour enfants, la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ), la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB), le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ) et la Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ).

MISSION COLLECTIVE : BÂTIR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ

La vidéo du dépôt du 14 mai

Il est maintenant possible de visionner sur YouTube une vidéo rendant compte du 14 mai 2009, jour du dépôt à l'Assemblée nationale de la pétition **MISSION COLLECTIVE**. L'arrivée des participantEs, les gestes symboliques, des extraits d'allocutions, de même que l'ampleur de la mobilisation, l'esprit généreux et fonceur du mouvement citoyen québécois... tout de cette journée mémorable s'y trouve. Donc que ce soit pour se remémorer avec fierté l'événement ou encore pour avoir un bon aperçu de ce qui s'est passé ce jour-là devant l'Assemblée nationale, cette vidéo est l'outil tout désigné!



L'équipe en vacances

Veillez prendre note que les bureaux du Collectif seront fermés du 10 juillet au 10 août. Durant cette période, l'équipe du Collectif prendra des vacances bien méritées et espère qu'il sera possible pour vous de faire de même. L'année 2008-2009 a été occupée et occupante : la prochaine s'annonce tout aussi chargée dans la lutte contre la pauvreté. Profitons de l'été pour reprendre des forces et reposer notre ténacité!



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec, Qc, G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca